

Aymar Nyengezi Bisoka, Sara Geenen, An Ansoms et Jean Omasombo Tshonda, *Conjonctures congolaises 2016, Glissement politique, recul économique*, Cahiers africains n° 91, Tervuren/Musée Royal de l'Afrique Centrale - Paris, L'Harmattan, 351 p.

Trois parties rythment ce volume : *l'évolution politique et la gouvernance* (pp. 11-87), *les ressources minières et l'environnement* (pp. 91-234) et *l'agriculture et le développement socio-économique* (pp. 237-341). La première s'ouvre par le parcours d'une année électorale (2016) qui n'aboutit pas aux élections. Une autre étude montre avec finesse comment la rue a envahi le politique en RD Congo : elle est devenue un lieu de pouvoir et la majorité présidentielle s'emploie aussi à s'y rendre présente et à la dominer. Une troisième étude, sur la prison de Bukavu, montre que, dans une illégalité juridique, un ordre social existe tout de même et pourrait même être institutionnalisé pour une part. Des détenus sont utilisés comme agents de l'ordre, contre la tolérance de sorties et redevances imposées aux prisonniers et aux visiteurs, en partie d'ailleurs au bénéfice du personnel titulaire.

La deuxième partie contient cinq contributions. La première, fort bien documentée, étudie les causes du ralentissement de l'activité dans le Copperbelt et souligne la dégradation du système de

production lui-même qui ne serait plus à même de réagir rapidement aux opportunités d'un relèvement des prix des minerais. Elle estime aussi que le démembrement de l'ancienne province du Katanga a eu des conséquences néfastes sur l'activité minière. Une autre étude s'interroge sur les espoirs de stabilisation que peuvent nourrir les ressources en hydrocarbures. Elle est aussi bien documentée, mais dans un domaine où les inconnues restent importantes. C'était au départ un travail réalisé dans le cadre de l'École royale militaire de Bruxelles et les intérêts de la Belgique sont explicites dans les recommandations finales. Trois autres contributions sont consacrées aux mines du Sud-Kivu, sur la pauvreté des exploitants artisanaux de l'or à Kamituga, l'impact environnemental de l'utilisation du mercure dans l'exploitation de l'or au même endroit, et un début d'industrialisation dans l'exploitation de l'or par l'utilisation de dragues à Shabunda. La dernière aboutit à la conclusion que l'exploitation actuelle des ressources bénéficie principalement aux Chinois et aux rebelles Raïa Mutomboki. Elle semble mettre plus d'espoir dans

l'intensification de l'activité des multinationales telles que Banro (note 33).

La troisième partie comporte quatre articles. Le premier souligne que l'agriculture paysanne est la plus importante pour réduire l'extrême pauvreté et la faim. Elle génère, selon lui 40%, du PIB et emploie 60% de la population active. Il estime par contre que l'accaparement des terres par des élites économiques, politiques et militaires, ou pour des projets d'agriculture industrielle, prive les paysans d'espaces exploitables et menace leur survie. Un second article appuie la même orientation en présentant les implications et la perception par la population de l'implantation en cours d'une Zone Economique Spéciale sur le site pilote de Maluku, dans la ville-province de Kinshasa. Un troisième article souligne aussi l'importance des transformations du système foncier pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim, par une étude des maraîchers de Kinshasa et de Mbanza-Ngungu, qui travaillent dans une insécurité juridique et une situation de vul-

néralité inquiétantes. Le dernier article est un essai d'élaboration conceptuelle des logiques socio-économiques des acteurs populaires au Sud-Kivu dans le cadre des quatre formes d'intégration distinguées par Karl Polanyi : la logique du marché, celle de la redistribution, celle de la réciprocité et celle de l'administration domestique (au sein des familles).

Les contributions publiées dans les *Conjonctures congolaises* sont pour une large part le résultat de travaux réalisés par de jeunes chercheurs ayant bénéficié de bourses de recherches du Centre de Référence et d'Expertise pour l'Afrique centrale, CRE-AC, fondé en 2006 par le Professeur Stefaan Marysse. C'est ce qui permet de présenter dans ces volumes des études de terrain qui aident à comprendre la vie des diverses provinces de la RD Congo. Le volume n'est par contre ni une chronique, ni une synthèse systématique. La contribution de chercheurs déjà professionnellement reconnus y assure néanmoins une réelle profondeur de perspectives.

Léon de SAINT MOULIN, S.J.

Professeur émérite et Membre du CEPAS.
desaintmoulinl@gmail.com